



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - VD

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société SAPROTEC
de respecter les dispositions des articles 5.1.3. et 5.1.4. de
l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 2009
pour son établissement situé à DOUAI – Frais Marais**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais Picardie

Préfet du Nord

Officier de la légion d'Honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-7, L. 514-5 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord – Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord – M. LALANDE Michel ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mai 2016 portant délégation de signature à M. Olivier GINEZ, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 novembre 1993, modifié le 23 décembre 2009, autorisant la société SAPROTEC, siège social : 3393, route de Tournai - 59500 DOUAI Frais Marais - à exercer une activité de traitement de surface à cette même adresse ;

Vu le rapport en date du 17 juin 2016 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement établi suite à une visite d'inspection sur site le 1^{er} juin 2016 et transmis à l'exploitant par courrier du 19 juillet 2016, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 27 juillet 2016 ;

Considérant qu'au cours de cette visite, l'inspecteur de l'environnement a constaté la présence en quantité importante de déchets divers dans le bâtiment de stockage et dans la cour (ferrailles, fûts plus ou moins remplis sans étiquetage ou avec un étiquetage ne correspondant pas au contenu, ...) et l'absence de rétention pour certains déchets ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions des articles 5.1.3 et 5.1.4 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2009 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAPROTEC de respecter les prescriptions des articles 5.1.3 et 5.1.4 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2009, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société SAPROTEC, dont le siège social est situé à DOUAI - Frais Marais - 3393 route de Tournai, est mise en demeure, pour les activités qu'elle exerce à cette même adresse, de respecter, dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2009 suivants :

- article 5.1.3 : « Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées »

- article 5.1.4 : « l'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. »

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris, conformément aux dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

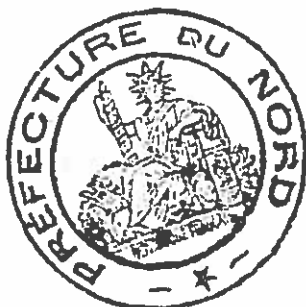
- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DOUAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de DOUAI,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de DOUAI et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le 20 SEP 2016



Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint


Olivier GINEZ